Appel à contribution pour le numéro 3 de la revue *N'Autre école – Questions de classe(s)*

L'école républicaine : mythe et réalité

Le mythe de l'école républicaine est mis à nu par la réalité. Il suffit simplement de mentionner les études internationales qui montrent que l'école en France non seulement ne réduit pas les inégalités sociales mais les creusent. L'école républicaine égalitaire traitant avec le même égard tous ses enfants ne peut plus faire illusion et elle est maintenant confrontée à ses promesses non tenues. C'est ainsi que la démocratisation scolaire reste à réaliser, mais cette espérance ce n'est sans doute pas une société inégalitaire qui distribue les places d'une manière hiérarchique qui pourra l'entreprendre. Le temps n'est-il pas venu d'imaginer une autre école, en rupture avec un modèle instrument d'exclusion ?

La République, quelles républiques ?

On fait souvent comme si l'héritage républicain pouvait se réduire à la III République, conservatrice-bourgeoise. Mais le projet des républicains de 1793 n'est pas exactement celui de 1848 ou de la République telle qu'elle s'est imposée par la suite. Et que dire du projet éducatif de la Commune de 1871, une éducation intégrale, c'est-à-dire polytechnique, qui devait mettre en cause la division entre travail intellectuel et manuel et dispenser une instruction dans l'intérêt de tous ? Kristin Ross a montré encore récemment que les conceptions de la Commune en la matière sont très différentes de celles de la IIIe République [[Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune*, La Fabrique éditions, 2015, 186 p.]].

Les voies de la démocratisation

On voit mal comment une démocratisation de l'école ne passerait pas par une plus grande participation des élèves à la fois à leurs apprentissages et à son organisation même. Elle deviendrait alors aussi une véritable école de la démocratie. On pourrait prendre ici appui sur les expériences de « républiques scolaires », les conseils d'élèves ou les pratiques de la pédagogie institutionnelle.

École et autogestion

Rompre avec l'école républicaine comme appareil bureaucratique d'État, c'est aussi réfléchir à une organisation de l'école par ceux et celles qui la font : les enseignants, les personnels éducatifs et les agents. Au moment où sous le vocable trompeur d'autonomie des établissements scolaires il est plutôt question de renforcement de la hiérarchie et de dépossession de son travail, il n'est pas inutile de se demander ce que peut vouloir dire une auto-organisation des travailleurs-euses de l'éducation. Les différentes expériences d'établissements scolaires autogérés (lycée expérimental de Saint-Nazaire, lycée autogéré de Paris entre autres) sont des voies à explorer…

L'école comme bien commun

En même temps, une démocratisation de l'école ne peut pas faire l'économie de son ouverture sur son environnement. Comment intégrer les parents à la vie de l'école et comment leur donner un réel pouvoir de décision ? Quel espace délibératif concevoir qui réunisse à la fois les élèves, les parents et les différents personnels ?
Au moment où les « nouveaux réactionnaires » investissent la question éducative et où un net infléchissement autoritaire se fait sentir, il ne suffit pas de parler de mutation mais aussi et surtout d'une nécessaire transformation de l'école. Elle ne peut plus en effet s'enfermer dans un univers particulier et clos érigé en archétype intouchable mais s'universaliser en se confrontant à la diversité culturelle.

Nous attendons vos contributions, vos réactions, vos suggestions, etc. N’hésitez pas à prendre contact avec le collectif de rédaction admin@questionsdeclasses.org
Date limite de remise des textes : 1er décembre 2015

L’équipe de coordination du numéro